

## **Une lecture du nouvel Atlas électoral du Brésil**

### **Les élections présidentielles sous la « Nouvelle République »**

**D**epuis les travaux pionniers du Français André Siegfried au début du siècle, la géographie électorale est devenue une activité courante pour nombre de politologues, sociologues et géographes intéressés par cette forme particulière d'expression de la citoyenneté que constitue l'action de voter. Dans un pays démocratique, cette expression peut être considérée comme un instantané des rapports de forces politiques et sociaux ; pour le géographe, elle donne une image, fortement structurée, de la combinaison de ces rapports de forces sur un territoire. La géographie électorale, au-delà de son aspect le plus immédiat, celui de la cartographie des résultats le soir des élections, constitue une entrée pour analyser les structures et les dynamiques territoriales au même titre que les conditions de vie ou les activités économiques. En géographie électorale, ce sont les rapports entre permanences (souvent surprenantes) et ruptures (parfois brutales) qui sont révélateurs de transformations profondes parfois difficiles à appréhender sous une forme aussi synthétique que le permettent l'analyse chrono-spatiale des résultats des scrutins successifs et leur mise en relation avec d'autres indicateurs économiques et sociaux plus classiques.

#### **L'émergence d'une géographie électorale du Brésil**

Les recherches dans le domaine de la géographie électorale recourant systématiquement à la cartographie des résultats des élections ne constituent pas encore aujourd'hui une tradition au Brésil. Dans son ouvrage *A geografia do voto no Brasil : eleições 1989*, S. Cotrim exprimait tout l'intérêt qu'il y aurait eu à développer ce genre d'approche, mais les méthodes cartographiques auxquelles il recourut pour analyser les données ne lui permettaient pas de concrétiser son souhait.

L'absence de tradition scientifique en ce domaine s'explique largement par la situation politique du pays qui, entre le coup d'État du 31 mars 1964 et la fin de la dictature militaire, le 15 mars 1985 (date de la prise de fonction de José Sarney, à la place de Tancredo Neves), n'a pas connu d'élection démocratique ; analyser l'expression électorale était devenu sans objet. Avec

la Nouvelle République, le Brésil a renoué avec le processus électoral, ce qui n'a pas manqué de susciter l'émergence des sondages d'opinion, marché florissant à l'approche des élections. Mais les résultats de ces sondages ne permettent pas de prendre en compte l'extrême diversité géographique d'un pays grand comme seize fois la France. Tout au plus peut-on espérer dresser, avec les résultats de ces sondages, un tableau très imparfait de l'état de l'opinion dans telle ou telle autre région métropolitaine, les régions rurales, souvent peu denses sur le plan démographique et donc pourvoyeuses d'un nombre plus limité de suffrages, restant dans l'ombre.

Une seconde raison, tenant elle-même à l'état de la géographie brésilienne, peut expliquer la relative rareté des recherches en géographie électorale. La mission de collecte des données économiques et sociales et de gestion de l'infrastructure statistique du pays revient, depuis les années 1940-1950, à l'Institut brésilien de géographie et de statistique, IBGE. Cet organisme, qui a longtemps été à la pointe de la recherche géographique brésilienne, n'a jamais promu la géographie électorale au rang de branche scientifique, comme elle a pu le faire avec les études rurales ou environnementales, par exemple. Faut-il y voir la manifestation d'une sorte d'auto-censure au sein d'un organisme au service du Gouvernement fédéral ? Toujours est-il que les atlas nationaux du Brésil publiés par l'IBGE, et sur lesquels des générations entières de géographes ont travaillé, ont toujours largement ignoré le fait électoral. La même observation peut être faite pour les atlas régionaux, réalisés par les bureaux d'études de certains États de la Fédération ; même l'excellent Atlas de la population de l'État de São Paulo, qui présente une magistrale rétrospective en recourant à des données datant de 1940, laisse de côté l'étude des caractéristiques de l'électorat.

Enfin, tenter de rendre compte de la géographie électorale du Brésil peut apparaître comme une gageure en raison même du fonctionnement du système politique brésilien, système dans lequel les partis politiques sont, dans leur grande majorité, à la disposition des ambitions personnelles des candidats, et font rarement la promotion d'un programme de gouvernement (local, régional ou national) élaboré sur la base d'options clairement exprimées. Il n'est pas rare, en effet, de voir tel ou tel homme politique créer son propre parti en fonction d'une échéance électorale particulière et même changer de parti au gré des mandats à occuper qui lui sont proposés. Un tel système rend extrêmement difficile l'analyse des résultats obtenus par les partis politiques, comme cela se fait couramment en France, aux élections municipales, par exemple. En revanche, l'écueil est moins important s'agissant de l'élection présidentielle, les électeurs devant voter pour un Président et un Vice-Président et non pas pour un parti.

La carte est sans nul doute le document le plus efficace pour brosser le tableau géographique des résultats électoraux dans une région ou un pays. Au Brésil, ces résultats sont rassemblés par les tribunaux électoraux des États de la Fédération, eux-mêmes fédérés et contrôlés par le Tribunal supérieur électoral siégeant à Brasília. Grâce à la collaboration étroite engagée depuis de nombreuses années par les auteurs du présent article avec les tribunaux électoraux, il a été possible d'intégrer les résultats des élections qui se sont tenues depuis 1989, au niveau fin des 5 000 *municípios* que compte le pays, à la base de données économiques et sociales Samba 2000<sup>1</sup>.

1. Voir la présentation de cette base de données dans *Lusotopie 1997*, « Samba 2000, un produit de la coopération France-Brésil pour analyser les dynamiques du territoire brésilien » : 481-487.

L'ensemble de cette information composée de quelque 8 500 variables (au mois d'avril 2000) permet d'analyser les structures du territoire brésilien à l'aide de données relativement récentes (1996 pour la population et l'agriculture par exemple) et surtout d'évaluer ses dynamiques sur une période de 20 à 30 ans.

L'intérêt manifesté par nombre de chercheurs en sciences sociales lors de la publication, en 1997, de notre Atlas électoral du Brésil, par la revue brésilienne *Comunicação e Política*, nous a encouragés à développer et approfondir cette approche particulière du fait électoral brésilien. Ainsi, la seconde version de l'Atlas, en cours d'achèvement, ne se limite pas à la dernière élection présidentielle, mais permet de mettre en perspective les quatre scrutins présidentiels qui se sont déroulés au cours des années 1989-1998. Les cartes composant ce nouvel atlas sont réalisées selon trois niveaux géographiques différents : le Brésil dans son ensemble par micro-régions géographiques (au nombre de 558), chacun des 26 États de la Fédération par *municípios*, et les principales régions métropolitaines, également par *municípios*. Chacune des cartes est accompagnée par un ou plusieurs graphiques permettant au lecteur de compléter ses connaissances par quelques données de cadrage fort utiles, ainsi que d'un court texte (en portugais) rappelant la ou les informations essentielles apportées par cette carte<sup>2</sup>. Le lecteur n'a plus qu'à naviguer dans l'atlas par des clics sur des icônes, pour visualiser et imprimer les cartes qui l'intéressent plus particulièrement.

Le présent article est une lecture de ce nouvel Atlas électoral du Brésil qui devrait être publié dans le courant de l'année 2000 sur CD-Rom pour PC et Macintosh. Il s'agit d'une analyse des résultats des quatre derniers scrutins présidentiels (1989, 1994 et 1998) pour le Brésil considéré dans son ensemble. On y trouve notamment plusieurs cartes jamais publiées présentant les résultats des principaux candidats à l'élection de 1998. Pour les lecteurs français, et plus largement pour ceux qui ne sont pas au fait de la vie politique brésilienne, il nous a semblé utile de faire précéder l'analyse géographique par une courte présentation des principaux faits électoraux brésiliens au cours des dix dernières années.

---

#### Liste des partis politiques brésiliens cités dans le texte

---

<b>ARENA</b> : Aliança renovadora nacional	<b>PRN</b> : Partido da reconstrução nacional
<b>MDB</b> : Movimento democrático brasileiro	<b>PRONA</b> : Partido de reedificação da ordem nacional
<b>PC do B</b> : Partido comunista do Brasil	<b>PSB</b> : Partido socialista brasileiro
<b>PDS</b> : partido democrático social	<b>PSD</b> : Partido social democrático
<b>PDT</b> : Partido democrático trabalhista	<b>PSDB</b> : Partido da social democracia brasileira
<b>PFL</b> : Partido da frente liberal	<b>PSTU</b> : Partido socialista dos trabalhadores unificados
<b>PL</b> : Partido liberal	<b>PT</b> : Partido dos trabalhadores
<b>PMDB</b> : Partido do movimento democrático brasileiro	<b>PTB</b> : Partido trabalhista brasileiro
<b>PP</b> : Partido progressista	<b>PV</b> : Partido verde
<b>PPR</b> : Partido progressista reformador	<b>UDN</b> : União democrática nacional
<b>PPS</b> : Partido popular socialista	

---

2. Ces cartes qui recourent de manière systématique à la couleur sont conçues et enregistrées sur ordinateur dans des fichiers de format « universel » (PDF) et assemblées en un système de visualisation à l'aide du logiciel Adobe Acrobat®.

### Une décennie d'élections présidentielles au Brésil (1989-1998)

Les élections à la présidence de la « Nouvelle République » du Brésil, les premières après vingt-neuf années sans élection directe du président de la République, présentent des caractéristiques très différentes de celles qui ont eu lieu avant le coup d'État militaire de 1964. En 1950, 1955 et 1960, les forces en présence sont représentées par trois grands partis nationaux dotés de dirigeants politiques soit civils et originaires des principaux États de la Fédération, soit officiers des forces armées d'envergure nationale. Les candidats victorieux sont tous civils : Getúlio Vargas (1950), originaire du Rio Grande do Sul pour le Parti travailliste brésilien (PTB), Juscelino Kubitschek de Oliveira (1955), venant du Minas Gerais pour le Parti social démocrate (PSD), et Jânio Quadros (1960), de l'État de São Paulo pour l'Union démocratique nationale (UDN).

L'élection de 1989 diffère notablement de celle des années 1950-1960 avec deux tours de scrutin au lieu d'un seul, et surtout par le nombre très élevé de candidats, exclusivement civils, représentant un grand nombre de partis, dans un scrutin non couplé avec d'autres types de mandats (sénateur fédéral, député fédéral, gouverneur d'État de la Fédération ou député d'État de la Fédération). À ces caractéristiques nouvelles s'ajoute le fait que cinq des principaux candidats disposent d'une base électorale localisée dans l'État de São Paulo : Ulysses Guimarães (PMDB), Afif Domingos (PL), Paulo Maluf (PDS), Mário Covas (PSDB) et Luiz Inácio Lula da Silva (PT). Les autres candidats importants, Leonel Brizola (PDT) et Fernando Collor de Mello (PRN) disposent de bastions électoraux forts dans les États du Rio Grande do Sul et de Rio de Janeiro pour le premier, et dans le petit État nordestin de l'Alagoas pour le second.

Dans un contexte de multiplicité des candidatures provenant de l'État de São Paulo, et de partis politiques allant à la bataille électorale sans avoir établi d'alliances politiques, on observe alors une énorme fragmentation des votes. Ce changement résulte de la nécessité pour les partis politiques d'accorder leur ligne politique avec la transition démocratique qui s'exprime dans la rue dès 1984 par les manifestations en faveur des élections directes (« *diretas já* »), se poursuit par l'élection de Tancredino Neves à la présidence et de José Sarney à la vice-présidence (au suffrage indirect par un collège de grands électeurs), et se consolide avec la nouvelle Constitution de 1988. Ainsi, l'élection présidentielle de 1989 se déroule-t-elle dans un climat de restructuration des partis politiques encore inachevée qui se traduit par vingt et une candidatures à la fonction présidentielle.

Dans cette élection, les deux candidats arrivés en tête au premier tour de scrutin, Lula, pour le Parti des travailleurs (PT), et Collor, du Parti de la rénovation nationale (PRN), ont des biographies bien différentes. Lula, originaire de la région Nord-Est, surgit dans la vie publique comme leader des grèves ouvrières en 1978 et 1979 dans la région de l'ABCD de l'aire métropolitaine de São Paulo (région ainsi nommée car délimitée par les *municípios* Santo André, São Bernardo do Campo, São Caetano do Sul e Diadema). Il participe en 1980 à la fondation du PT, parti qui cherche à rassembler les secteurs les plus actifs de l'opposition au régime militaire situés à la gauche du PMDB de Ulysses Guimarães et du PDT de Leonel Brizola.

Collor, membre d'une famille nordestine traditionnelle, entre dans la vie publique en militant dans des partis conservateurs soutenant le régime

militaire comme l'Alliance rénovatrice nationale (ARENA) et le Parti démocrate social (PDS), parvenant ainsi à la fonction de gouverneur de l'État d'Alagoas (fonction dans laquelle il occupe la scène politique en tant que très populaire – et populiste – « chasseur de maharadjahs »<sup>3</sup>) avant de se présenter à la présidence de la République. Le PRN pour lequel il se présente n'est qu'un minuscule parti politique, sans aucune influence nationale, et dans ce sens, il peut être considéré comme un parti d'opportunité, c'est-à-dire comme un affichage utilisé par un candidat pour rendre sa candidature acceptable sur le plan juridique lorsqu'il ne peut obtenir l'investiture directe du parti politique dont il est issu.

L'examen des résultats de l'élection de 1989 permet d'affirmer que la peur d'une éventuelle victoire de Lula ou de Brizola s'ajoutant à l'absence de candidat solide dans le camp conservateur représentant l'un des principaux États politiquement importants de la Fédération, ont conduit l'ensemble de la droite à appuyer Collor. Ainsi, Collor reçoit non seulement le soutien de « l'élite traditionnelle nordestine », mais aussi celui de « l'élite de la droite moderniste » de São Paulo, devenant en même temps et de manière paradoxale un candidat conservateur et porteur d'un discours moderne ! Ainsi, le petit politicien nordestin, rompu au clientélisme et au népotisme, réussit à remporter l'élection présidentielle nationale avec 53 % des suffrages exprimés en tant que défenseur de l'économie de marché, du néolibéralisme et de la mondialisation !

Un tel paradoxe peut être dissimulé pendant la campagne électorale grâce à un marketing politique basé sur les attributs les plus superficiels du candidat (jeune, dynamique, moderne, issu d'une famille traditionnelle, de bonne éducation, leader de la lutte contre la corruption...). Mais en cours de mandat, les conservateurs vont découvrir que derrière cette honnêteté de façade, Collor avait mis sur pied un efficace système de corruption et d'enrichissement personnel. Ne souhaitant pas poursuivre cette aventure aux résultats aléatoires, une grande partie des conservateurs se rallie à la procédure d'*impeachment* soutenue par les forces progressistes, c'est-à-dire à la mise en accusation du Président devant le Congrès, acculant ainsi Collor à la démission le 29 décembre 1992, quelques jours avant l'approbation inévitable de son *impeachment* par le Sénat fédéral. L'intérim assuré par le vice-président de la République, Itamar Franco, met fin à la grave crise de confiance que traverse le pays, provoquée par la découverte des différents modes de corruption mis en place avec le soutien du président Collor. Itamar présente une personnalité extrêmement différente de celle du Président poussé à la démission car, malgré sa participation à l'opposition légale au régime militaire, il demeure un homme politique modéré, originaire de l'un des grands États de la Fédération, le Minas Gerais, et sa biographie personnelle est irréprochable.

Grâce à Itamar Franco, les élections de 1994 peuvent se dérouler dans un climat relativement serein. Elles présentent quelques différences par rapport à celle de 1989. Tout d'abord, le nombre de candidats diminue de manière importante (huit seulement) en raison d'alliances conclues avant le premier tour. Ensuite, l'élection présidentielle est couplée avec celles des autres mandats (Sénat fédéral, Chambre des députés, gouverneurs et Assemblées législatives d'État). Mais, comme en 1989, nombre de candidats parmi les

3. Hauts fonctionnaires qui, profitant de la faiblesse de l'État, accumulent une fortune personnelle sur le dos du contribuable.

plus sérieux ont leur base électorale principale située dans l'État de São Paulo ; il s'agit d'Orestes Quercia (PMDB), de Lula (PT) et de Fernando Henrique Cardoso (PSDB), souvent désigné par les lettres initiales de son nom FHC. Les autres candidats importants sont Leonel Brizola (PDT), Esperidião Amin (PPR), homme politique de Santa Catarina, et Enéas Carneiro (PRONA), médecin à Rio de Janeiro, qui n'a jamais exercé la moindre fonction politique.

Les deux candidats les mieux placés à l'élection présidentielle de 1994, Lula et FHC, voient leurs candidatures renforcées, entre autres raisons, par l'établissement d'alliances électorales. Ainsi, Lula profite d'un large front politique allant bien au-delà du seul PT en rassemblant sur son nom de petits partis de gauche (PSB, PC do B, PPS, PSTU et PV). Lula, qui avait seulement obtenu 17,2 % des suffrages exprimés au premier tour de 1989, voit son score atteindre 27,04 % des suffrages exprimés en 1994. Mais ce pourcentage traduit en fait un recul par rapport au second tour de 1989 lorsque Brizola s'était désisté à son profit, amenant Lula à 47 %. C'est notamment parce que Brizola est aussi candidat en 1994 que Lula ne parvient pas à s'imposer.

Fernando Henrique Cardoso, sociologue, professeur d'université et intellectuel renommé, est entré en politique en 1978 comme candidat au Sénat sous l'étiquette du Mouvement démocratique brésilien (MDB), parti qui réunissait l'opposition légale au régime militaire. Il réussit à se faire élire comme suppléant du sénateur Franco Montoro, puis prend la place de ce dernier lorsqu'il devient gouverneur de l'État de São Paulo en 1983. Il est réélu sénateur en 1986, pour un mandat d'une durée de huit ans. En 1992, après le départ de Collor, forcé par la tournure prise par les événements, il reçoit le portefeuille de ministre des Relations extérieures, puis de celui de l'Économie, du gouvernement Itamar Franco. C'est alors qu'il prépare le Plan *Real*, projet de stabilisation économique qui obtient une pleine et entière acceptation populaire, ce qui rend possible le lancement de sa candidature à la présidence de la République.

Malgré une trajectoire politique de gauche, FHC se présente à l'élection de 1994 à la tête d'un front conservateur formé par les principaux partis de droite (PFL, PTB, PP et PL) avec son propre parti, le PSDB. Cette alliance réunit ainsi l'élite moderniste de São Paulo et l'élite traditionnelle de la région Nord-Est. Qui plus est, FHC réussit à obtenir aussi l'appui de la classe dirigeante du Minas Gerais qui, depuis la Révolution de 1930, dispute à São Paulo le commandement de la Fédération. Mais il faut se souvenir que ces alliances avaient été patiemment nouées par le président Itamar Franco qui disposait alors d'une cote de popularité très élevée atteignant les 82 % de la population, fait extrêmement rare dans l'histoire présidentielle brésilienne.

Pourtant, la victoire de FHC au premier tour de l'élection de 1994, avec 54,3 % des suffrages exprimés, ne découle pas seulement des succès initiaux obtenus par le Plan *Real* (notamment une baisse très rapide de l'inflation), ni de ses alliances avec les forces politiques conservatrices ; elle est aussi due à la division de l'électorat de centre-gauche entre FHC et Lula, profitant tous deux d'un passé politique marqué par la lutte contre la dictature militaire.

La principale différence des élections de 1998 par rapport à celles de 1994 repose sur le droit accordé au président de la République et aux gouverneurs des États de briguer un second mandat, altération marquante

au droit constitutionnel du Brésil en vigueur depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Comme les élections aux autres fonctions sont désormais couplées avec la présidentielle, cette nouvelle disposition constitutionnelle rend possible la mise en place d'un système de soutiens mutuels entre les postulants à la présidence et les candidats aux autres fonctions. Ainsi, dans ce contexte d'élections couplées, le nombre de présidents possibles se réduit à trois, démontrant une nouvelle fois la domination de São Paulo : FHC, du PSDB, Lula, du PT et Ciro Gomes, du PPS, dont le fief électoral se trouve dans le Ceará, État important de la région Nord-Est.

En raison de cet éclaircissement du paysage électoral, Lula voit se renforcer sa position de leader principal de la gauche car, en plus des partis qui avaient soutenu sa candidature en 1994, il reçoit le soutien de Brizola qui n'a pas pu se relever de sa défaite de 1994. De son côté, FHC consolide ses alliances à droite avec le ralliement de Maluf à la suite des mauvais résultats obtenus par Esperidião Amin, candidat de son parti à l'élection de 1994. Et grâce à cet accord FHC compense sa rupture avec Itamar et son ministre de l'Économie, Ciro Gomes, qui pourtant avaient tenu un rôle essentiel dans sa victoire en 1994. Ainsi, la bataille de 1994 se répète-t-elle en 1998, entre d'une part FHC, soutenu par une alliance de centre-droit, et Lula représentant une gauche élargie. Et, comme en 1994, FHC remporte l'élection de 1998, au premier tour de scrutin, en obtenant 53,1 % des suffrages exprimés, score semblable à celui de 1994.

### **Géographie de l'électorat, de l'abstention et des suffrages exprimés**

L'accroissement important du nombre des électeurs doit retenir l'attention de celui qui cherche à analyser les élections brésiliennes au cours de la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle : quatre-vingt-deux millions d'électeurs en 1989, quatre-vingt-quatorze millions en 1994, cent millions en 1998, soit quelque dix-huit millions d'électeurs en plus. Cette croissance provient en majeure partie du droit de vote concédé par la Constitution de 1988 aux jeunes de 16 et 17 ans ainsi qu'aux analphabètes.

L'inégale répartition géographique de la population entre les vingt-six États de la Fédération est un autre aspect essentiel à l'étude géographique des résultats électoraux. Au sommet de l'échelle, on trouve l'État de São Paulo qui rassemble près de 24 % de l'électorat brésilien alors que l'État du Roraima occupe la dernière place avec moins de 0,5 % des électeurs du pays. Une autre manière de souligner ce contraste consiste à rappeler que neuf États rassemblent à eux seuls 80 % de l'électorat : São Paulo, Minas Gerais, Rio de Janeiro, Bahia, Rio Grande do Sul, Paraná, Pernambuco, Ceará et Santa Catarina (Fig. 1).

Le taux d'abstention est, lui aussi, un aspect essentiel de la donne politique pendant la *Nova República*. Alors que le vote continue à s'imposer aux citoyens en âge de voter comme une obligation constitutionnelle (plus précisément, le vote est obligatoire pour les personnes âgées de 18 à 69 ans, et optionnel pour celles de 17 et 18 ans, et de 70 ans ou plus), l'abstention ne cesse de progresser. Partie de seulement 11,9 % au premier tour de 1989, valeur qui peut s'expliquer par l'enthousiasme d'un électoral qui se rend à une élection présidentielle pour la première fois depuis 29 ans, elle atteint 17,8 % en 1994, sans doute en raison de la désaffection des électeurs pour la

classe politique après le départ mouvementé de Collor, pour atteindre 21,5 % en 1998. Ce dernier chiffre, assez alarmant, est sans doute lié à la déception provoquée par le naufrage progressif et programmé du Plan *Real* démontrant l'incapacité des politiciens à résoudre les défis sociaux et économiques auxquels le pays doit s'affronter (Fig. 2, 3, 4 et 5).

Au-delà du quasi-doublement de l'abstention en dix ans, on observe une relative stabilité de la répartition géographique sur l'ensemble du territoire national. Les plus forts taux se maintiennent dans les micro-régions de l'intérieur du Nord (où l'abstention a toujours été très élevée) et du Nord-Est, les capitales des États demeurant un peu moins touchées. Les taux les plus faibles restent caractéristiques des micro-régions du Sud-Est et du Sud, avec des poussées d'abstention localisées au nord-est du Minas Gerais et dans une grande partie du Paraná. Enfin, la région Centre-Ouest se maintient dans une situation intermédiaire : le Mato Grosso et le nord du Goiás présentant des taux élevés, proches de ceux des régions Nord et Nord-Est, alors que le Mato Grosso do Sul et le sud du Goiás restent peu abstentionnistes, comme la majeure partie des régions Sud-Est et Sud.

En contrepoint à l'accroissement de l'abstention, on observe un déclin accentué des suffrages exprimés corrélatif à l'augmentation des bulletins blancs et nuls : en 1989, les suffrages exprimés s'élevaient à 93,5 % au premier tour et à 94,2 % au second tour ; en 1994, ils ne représentent plus que 81,2 % et se maintiennent à ce niveau en 1998 avec 81,3 %. Une explication partielle de ce phénomène réside dans le fait que les élections présidentielles de 1994 et de 1998 étaient couplées avec d'autres élections, ce qui n'était pas le cas en 1989. Comme le contenu du bulletin de vote pour les élections couplées est naturellement plus complexe que celui d'une élection simple (plusieurs items à cocher sur plusieurs listes dans le premier cas, un seul item dans le second), on ne doit pas s'étonner de l'accroissement de la proportion de bulletins blancs et nuls (Fig. 6, 7, 8 et 9).

La répartition géographique des suffrages exprimés n'a pratiquement pas changé en une décennie, et cela malgré le quasi-triplement du poids des bulletins blancs et nuls. Les pourcentages de suffrages exprimés les plus élevés sont localisés dans les micro-régions du Sud-Est et du Sud, à l'exception du nord-est du Minas Gerais et de la partie centrale du Paraná. Les pourcentages les plus faibles sont nettement regroupés dans la région Nord-Est, certainement en raison des forts taux d'analphabétisme qu'on y rencontre et de la difficulté pour les populations concernées de choisir un candidat. Cependant, la répartition spatiale des suffrages exprimés au second tour de l'élection de 1989 est nettement différente de celle des autres scrutins : les pourcentages apparaissent en effet plus élevés là où au premier tour ils étaient parmi les plus faibles, notamment dans les micro-régions du Nord-Est et, en contrepoint, ils sont souvent plus faibles là où ils étaient élevés, surtout dans le Sud-Est et le Sud du pays. Ce phénomène est sans doute dû au caractère atypique d'un second tour, le premier dans l'histoire du Brésil pour une élection du président de la République. À cela s'ajoutent sûrement les conséquences de l'élimination des candidats disposant de fiefs électoraux dans les régions Sud et Sud-Est, la lutte finale pour la fonction suprême tournant au duel entre Nordestins, entre Collor, politicien de l'Alagoas, et Lula, militant syndical de São Paulo mais d'origine nordestine.

L'analyse de l'abstention et des suffrages exprimés montre que ces deux phénomènes entretiennent une forte corrélation négative sur le plan



géographique. Ainsi, la région Nord-Est se fait remarquer à la fois par son abstention élevée et une expression faible. Inversement, les régions Sud-Est et Sud sont caractérisées par une abstention basse et une expression forte. Cette disposition géographique n'est pas sans rappeler celle des indicateurs socio-économiques élémentaires que sont le taux d'urbanisation (Fig. 10), le taux d'alphabétisation (Fig. 11), les disparités de revenus (Fig. 12) et l'indice de développement humain de l'ONU (Fig. 13). En règle générale, ces indicateurs prennent des valeurs opposées entre d'une part la région Nord-Est, caractérisée par une faible urbanisation (sauf naturellement dans les capitales d'États), un niveau d'analphabétisme élevé, d'importantes disparités de revenus, et un bas indice de développement humain, et d'autre part les régions Sud-Est et Sud où la situation apparaît inversée.

Sur le plan électoral, on note l'étroite corrélation qui s'établit entre d'une part de forts taux d'abstention et de faibles taux d'expression, et d'autre part une faible urbanisation, un fort analphabétisme, de fortes disparités de revenus et de bas indices de développement humain. Un tel syndrome caractérise sans équivoque la majeure partie des espaces ruraux de la région Nord-Est. Le mélange des populations au sein des micro-régions des capitales des États se traduit par des corrélations moins marquées ; il serait intéressant d'approfondir l'étude de ces relations par une recherche au niveau des *municípios* (ce que permet de faire l'Atlas électoral du Brésil) ou des quartiers composant les régions métropolitaines. À l'opposé, les plus faibles taux d'abstention et les plus forts taux d'expression apparaissent dans les régions où ces indicateurs socio-économiques sont plus favorables, essentiellement dans les régions Sud-Est et Sud. De telles observations sont importantes pour la compréhension du processus électoral brésilien car elles montrent que des conditions socio-économiques très spécialisées sur le plan géographique vont affecter la capacité de la population à effectuer un choix parmi les candidats en lice.

L'étude des États de Bahia et du Rio Grande do Sul est particulièrement instructive à ce sujet. Malgré leur ressemblance en ce qui concerne le nombre d'électeurs (ils occupent respectivement le quatrième et le cinquième rang), ils diffèrent de manière considérable sur le plan de l'abstention et de l'expression. Bahia voit diminuer son poids dans le résultat de l'élection présidentielle en raison du fort abstentionnisme et de l'importance des bulletins blancs et nuls qu'on y relève. Au contraire, le Rio Grande do Sul où l'abstention est faible et l'expression forte renforce ainsi son influence dans le processus électoral. On observe un phénomène de même nature dans d'autres États de la Fédération, avec par exemple le Pernambuco et le Ceará vis-à-vis de São Paulo et de Rio de Janeiro.

### **La géographie des suffrages obtenus par les candidats victorieux**

Il s'agit ici d'analyser la géographie des voix obtenues par les candidats arrivés en tête aux élections présidentielles de 1989, 1994 et 1998, c'est-à-dire des deux présidents de la République (FHC ayant été réélu en 1998). Ces trois élections ayant été gagnées par des candidats soutenus par les partis de droite, on cherche ainsi à identifier les régions du pays les plus conservatrices sur le plan électoral.

***Fernando Collor, 1989***

La carte des suffrages exprimés en faveur de Collor au premier tour de l'élection présidentielle de 1989 (Fig. 14) montre que le futur président est particulièrement bien implanté dans la région Nord-Est en général, et plus fortement encore dans les régions de l'Agreste du Pernambuco, dans les petits États de l'Alagoas et du Sergipe et dans le sud du Maranhão. Ailleurs dans le pays, il bénéficie d'un fort soutien dans le Pará, dans les parties nord et ouest du Minas Gerais et au nord du Paraná. Bien que d'ampleur nationale, l'aire d'influence de Collor laisse à l'écart les principales villes du Nord-Est et les grandes métropoles du Sud-Est. Par excellence, il est le champion du Nord-Est et des espaces ruraux de l'intérieur.

Au second tour de l'élection présidentielle de 1989, ces caractéristiques se maintiennent et s'étendent à l'Ouest de l'État de São Paulo (Fig. 15). Ceci s'explique par l'élimination de Paulo Maluf, candidat de São Paulo au profil conservateur, qui obtient au premier tour 23,5 % des suffrages exprimés dans cet État (Fig. 16) et qui se désiste en faveur de Collor pour le second tour.

***Fernando Henrique Cardoso, 1994***

La carte des suffrages exprimés en faveur de FHC au premier tour de l'élection présidentielle de 1994 (Fig. 17) ressemble dans ses grandes lignes à celle de Collor au second tour de 1989 : forte implantation dans la région Nord-Est et dans l'intérieur du pays, faible influence générale dans les grandes villes. On observe cependant une expansion de son espace électoral par rapport à Collor. Ceci s'explique notamment par le fait que la candidature de FHC, soutenue par une partie de l'électorat de centre-gauche a aussi reçu le soutien massif de la droite. Au-delà de la force électorale du PSDB, dont le candidat Mário Covas avait obtenu de bons résultats en 1989 dans les États de São Paulo et du Ceará ainsi que dans plusieurs capitales d'État (Fig. 18), notamment São Paulo, Belo Horizonte et Fortaleza, FHC a profité de la manne électorale que lui ont apportée les forces conservatrices qui appuyaient la candidature de Collor en 1989. À cela s'ajoute naturellement l'appui sans restriction du président sortant, Itamar Franco.

***Fernando Henrique Cardoso, 1998***

En 1998, la géographie des suffrages obtenus par FHC ressemble beaucoup à celle de 1994, mais des différences apparaissent révélant quelques altérations dans la dynamique des alliances politiques (Fig. 19). FHC améliore son assise géographique dans le Rondônia, le centre-sud de Bahia, ainsi que dans l'État de São Paulo. Dans ce dernier, la progression constatée est liée à l'appui de Paulo Maluf qui dispose là d'un véritable fief électoral et qui, cette fois-ci, n'est pas lui-même candidat.

En revanche, FHC perd du terrain dans le Minas Gerais, notamment dans la capitale, Belo Horizonte, et dans la région Nord-Est, dans le Ceará, le Rio Grande do Norte et la Paraíba. Ces pertes s'expliquent par la rupture avec Itamar Franco dans le Minas Gerais, et avec Ciro Gomes dans le Ceará, ce dernier jouant pour son propre compte (Fig. 20). Cette candidature affaiblit FHC non seulement dans le Ceará, mais fait tache d'huile dans les États limitrophes, Rio Grande do Norte et Paraíba.

L'analyse des cartes représentant les suffrages obtenus par les candidats victorieux aux élections présidentielles de 1989, 1994 et 1998 conduit à souligner la nette structuration géographique de leur base électorale, et sa réelle permanence dans le temps, indépendamment des alliances politiques.

### **La géographie des suffrages obtenus par Lula**

À chacun des quatre scrutins présidentiels, Lula est arrivé en seconde position, avec 17,2 % au premier tour de 1989, et 47 % au second, 27 % en 1994 et 31,7 % en 1998. Cela constitue un cas très particulier dans l'histoire électorale du Brésil, qui incite à s'interroger sur la stabilité plus ou moins grande de la répartition géographique des suffrages obtenus par le principal candidat de gauche.

#### ***Luiz Inácio Lula da Silva, 1989***

En 1989, Lula obtient ses meilleurs scores dans un grand nombre de capitales d'États : Belo Horizonte, Vitória, Salvador, Recife, Belém, Manaus, Goiânia, et même dans la capitale fédérale, Brasília (Fig. 21). Il obtient également de très bons résultats dans nombre de micro-régions de la région Nord-Est, Ceará, sud de Bahia, Alagoas et Sergipe exclus. Tout en restant honorable, sa popularité apparaît un peu moins forte dans l'est de l'État de São Paulo et au sud de l'État de Rio de Janeiro. En règle générale, Lula apparaît mieux implanté dans les capitales que dans les régions intérieures des États, et au sein de ces capitales, dans les espaces industriels, comme par exemple la Vallée de l'Acier du Minas Gerais, Volta Redonda à Rio de Janeiro et dans l'ABCD de la région métropolitaine de São Paulo. En revanche, Lula semble très faible dans la majeure partie de la région Sud, capitales comprises, et dans le Centre-Ouest.

Les résultats du second tour de l'élection de 1989 révèlent d'importantes distorsions dans le modèle décrit ci-dessus. Elles concernent principalement Rio de Janeiro, le sud-ouest du Paraná, et les États méridionaux de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul (Fig. 22). Un tel changement s'explique par le transfert des suffrages obtenus par Brizola, candidat arrivé troisième au premier tour sous l'étiquette PDT, dont les fiefs historiques sont localisés, depuis Gétúlio Vargas, dans le Rio Grande do Sul et à Rio de Janeiro (Fig. 23). Dans le Ceará, et plus particulièrement à Fortaleza, les progrès enregistrés par Lula sont liés au report des voix obtenues au premier tour par Brizola et Covas.

#### ***Luiz Inácio Lula da Silva, 1994***

La géographie des suffrages obtenus par Lula en 1994 ressemble beaucoup à celle observée au premier tour de l'élection de 1989 (Fig. 24). La principale différence réside dans les bons scores qu'il obtient dans le sud du pays, au détriment de Brizola (Fig. 25). Au-delà de ces différences massives, on observe aussi quelques transformations de détail liées à la dynamiques des alliances. Ainsi, Lula progresse quelque peu dans le Sergipe grâce au soutien de Jackson Barreto, un puissant leader régional. En revanche, il perd du terrain dans le Minas Gerais, notamment à Belo Horizonte, mais aussi

dans la partie nord-est de l'État en raison du ralliement du président Itamar à la candidature de FHC.

### ***Luiz Inácio Lula da Silva, 1998***

Comme précédemment, la base géographique de Lula présente une remarquable stabilité dans ses grandes lignes (Fig. 26). Mais les alliances politiques provoquent aussi quelques changements. Cette fois-ci, grâce au ralliement de Brizola (qui a tenté, sans succès, d'obtenir la place de vice-président), Lula fait le plein des voix de gauche à Rio de Janeiro. En revanche, sa position se dégrade nettement à Brasília, sans doute en raison du bon score que Ciro Gomes y obtient (Fig. 20), provoquant ainsi une division de l'électorat de centre-gauche. Lula recule aussi à Vitória en raison de l'usure du gouvernement de Vitor Buaiz, qui n'incite pas les électeurs à voter à nouveau pour un candidat du PT.

De même que pour les candidats parvenus à la présidence de la République, l'analyse des cartes représentant les suffrages obtenus par Lula conduit à souligner la nette structuration géographique de leur base électorale. Mais contrairement à ce qui se produit à droite, la permanence dans le temps est beaucoup moins nette. Certes, Lula continue à être le champion des grandes villes et des régions industrielles, mais l'abondance des candidats sérieux à gauche, avec Lula, Brizola et Covas en 1989, Lula et Brizola en 1994, explique une certaine instabilité dans les espaces aux marges de l'influence directe du PT. En 1998, Lula, devenu porte-parole politique des mouvements sociaux, en relayant notamment les luttes engagées par le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre pour une politique de réforme agraire, rassemble sur son nom l'union des forces de gauche. La carte des suffrages qu'il obtient donne sans doute une bonne image de la diversité géographique de la gauche brésilienne.

\* \* \*

La mise en évidence d'une certaine stabilité des espaces électoraux conquis par les principaux candidats aux élections présidentielles brésiliennes au cours de la période 1989-1998 constitue en soi un résultat encourageant pour qui cherche à décrire et comprendre la géographie électorale de ce pays. On dispose ainsi d'une série d'observations empiriques couvrant la totalité du territoire national qui confirment l'existence de structures sociales et idéologiques qui sous-tendent l'organisation de territoires régionaux identifiables, et cela de manière relativement indépendante des alliances politiques circonstancielles. Ainsi, Collor et FHC occupent leurs meilleures positions dans les vastes espaces du Brésil intérieur et sur le littoral du Nord-Est. Lula, au contraire, fait le plein des voix dans les principales capitales des États de la Fédération, y compris dans la région Nord-Est et, dans les régions Sud-Est et Sud, notamment mais pas seulement, dans les grands bassins industriels. Les cartes des autres candidats ne présentent pas de points communs, si ce n'est celui de renforcer ou de desservir localement l'un des deux premiers. Mais sachant que l'élection présidentielle se gagne ou se perd à quelques pour cent près

de l'ensemble des suffrages exprimés, cela confère aux bastions de certains de ces candidats (Rio Grande do Sul et Rio de Janeiro pour Brizola, São Paulo pour Covas et Maluf, Ceará pour Ciro Gomes) un pouvoir non négligeable sur le résultat final, sans pour autant laisser place à une troisième voie, la bipolarisation de l'élection présidentielle demeurant une constante de fait.

Au-delà de l'identification de leurs territoires électoraux, les trois succès des candidats soutenus par les forces conservatrices ne doivent pas pour autant laisser penser au laminage des forces progressistes ; bien au contraire, Lula s'est forgé au cours du temps une véritable stature d'homme politique national, avec un pourcentage de suffrages exprimés passant de 17,1 % au premier tour en 1989 à 31,7 % en 1998. Cet accroissement s'accompagne d'un élargissement de sa base géographique avec une amélioration de son score dans seize États et quatorze capitales. Cependant, on peut légitimement se demander si, avec près d'un tiers des suffrages exprimés, Lula dispose encore d'un espace de croissance, sachant qu'en additionnant les pourcentages obtenus par Lula et Brizola en 1989 et en 1994, on obtient pratiquement le résultat obtenu en 1998 (33,8 % en 1989, 30,2 % en 1994 et 31,7 % en 1998). Ainsi, le véritable défi auquel sera peut-être confronté Lula en 2002 (s'il est effectivement candidat) sera de dépasser ce tiers des suffrages exprimés en allant chercher des voix là où son score demeure insuffisant, c'est-à-dire à São Paulo et dans le Minas Gerais où il n'a obtenu en 1998 que 28,8 % et 28,1 % des suffrages exprimés. Cette performance décevante de Lula à São Paulo constitue un véritable paradoxe puisque c'est là que le syndicaliste a pris la stature d'un *leader* politique de poids national, sous la bannière du PT particulièrement bien implanté dans cette région du pays. Mais les cartes nous enseignent que si Lula est effectivement très fort dans la région métropolitaine, il a encore beaucoup à faire dans l'ouest rural de l'État où FHC a fait le plein des voix.

Bien que le candidat progressiste, Lula, n'ait jamais été vraiment en course pour l'emporter, les victoires de FHC, en 1994 et 1998, n'engendrent pas, et c'est un second paradoxe, une restructuration durable de la géographie électorale du pays. En 1989, Collor, placé dans une situation de candidatures multiples il est vrai, n'avait pas atteint un tiers des suffrages exprimés, score l'obligeant à un second tour. En 1994 et 1998 en revanche, FHC est élu au premier tour de scrutin, avec une avance confortable pour un premier tour : + 4,3 % en 1994 et + 3,1 % en 1998. Mais cette avance s'explique largement par l'alliance entre le PSDB (parti souvent considéré au centre gauche, mais de fait situé au centre-droit) et le PFL qui regroupe l'essentiel des forces conservatrices du pays. De fait, l'espace électoral de FHC ne se structure pas sur ses propres bastions électoraux, mais s'agence en fonction des bastions de ses alliés. Ainsi, sa victoire en 1994 a été facilitée par ses excellents scores dans le Minas Gerais, le Paraná et le Ceará. Mais en 1998 il recule de près de dix points dans le Minas Gerais en raison des divergences apparues entre lui et Itamar. De même, ses progrès à São Paulo et dans le Pernambuco ne peuvent se comprendre sans le ralliement de Paulo Maluf pour le premier, de Jarbas Vasconcellos, important leader régional de gauche, pour le second.

L'importance de la résistance des bastions alliés à FHC est confirmée par l'absence d'influence directe du Plan *Real* dans la réélection du Président. Grâce à ses effets bénéfiques immédiats, notamment la réduction

Fig. 1

Fig 2

**Fig 3**



**Fig 4**

**Fig 5**

**Fig 6**

**Fig 7**

Fig 8

**Fig 9**

**Fig 10**

**Fig 11**



Fig 12

**Fig 13**

Fig 14

**Fig 15**

**Fig 16**

**Fig 17**

**Fig 18**

**Fig 19**



Fig 20

**Fig 21**

Fig 22

**Fig 23**

Fig 24

**Fig 25**

**Fig 26**

spectaculaire de l'inflation, ce plan de restructuration économique avait sans doute joué en faveur du ministre de l'Économie sortant. À la fin de l'année 1998, les difficultés économiques considérables auxquelles le pays avait à faire face – et qui conduiront à l'énorme dévaluation de janvier 1999 – auraient dû calmer les ardeurs de ses supporters. Pourtant, FHC est réélu « dans un fauteuil » tout en enregistrant des niveaux d'insatisfaction extrêmement élevés dans les mois qui suivirent...

La capacité de FHC à jouer des alliances et à utiliser efficacement les soutiens locaux devrait inspirer Lula s'il souhaite dépasser la barre fatidique du tiers des suffrages exprimés. La solution réside sans doute dans une alliance de centre-gauche, d'essence social-démocrate, s'appuyant sur des leaders politiques bien implantés localement et capables de mobiliser un électorat fidèle, car il est peut-être difficile dans un pays comme le Brésil d'ignorer entièrement les bases clientélistes de l'organisation du territoire.

Avril 2000

**Philippe WANIEZ**

Géographe, chercheur de l'Institut de recherche pour le développement, IRD, École normale supérieure, Paris

**Violette BRUSTLEIN**

Géographe-cartographe, ingénieur au Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine, CREDAL-CNRS, Paris

**Cesar Romero JACOB**

Politologue, professeur au département de communication sociale de l'Université catholique de Rio de Janeiro, PUC, Rio de Janeiro

**Dora Rodrigues HEES**

Géographe, chercheur à l'Institut brésilien de géographie et de statistique, IBGE, Rio de Janeiro.

Courriel : [philgeo@club-internet.fr](mailto:philgeo@club-internet.fr)

## BIBLIOGRAPHIE

- AMARAL, R., ed. 1995, *FHC : os paulistas no poder*, Niterói, Casa Jorge Editorial.
- CONTI, M.S. 1999, *Notícias do planalto : a imprensa e Fernando Collor*, São Paulo, Companhia das Letras.
- COTRIM, F. Silveira da 1990, *A Geografia do voto no Brasil : eleições 1989*, Rio de Janeiro, IBASE.
- DIMENSTEIN, G. & SOUZA, J. de 1994, *A história real : trama de uma sucessão*, São Paulo, Ática [2<sup>a</sup> ed.].
- JACOB C., WANIEZ P., HEES D. & BRUSTLEIN V. 1997, « A eleição presidencial de 1994 no Brasil : uma contribuição à geografia eleitoral », *Comunicação & Política*, Rio de Janeiro, IV (3) : 17-86.
- 1997, « La géographie électorale du Brésil lors de l'élection présidentielle de 1994 », *in* Dossier Brésil, observation des dynamiques territoriales, *Cahiers des Amériques latines*, 24 : 131-154.



- LAMOUNIER, B. 1989, *Partidos e utopias : o Brasil no limiar dos anos 90*, São Paulo, Loyola.
- LEONI, B. Hersant 1997, *Fernando Henrique Cardoso : o Brasil do possível*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.
- NICOLAU, J. Marconi 1996, *Multipartidarismo e democracia : um estudo sobre o sistema partidário brasileiro (1985-94)*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.
- NOBLAT, R. 1990, *Céu dos favoritos : o Brasil de Sarney a Collor*, Rio de Janeiro, Rio Fundo [2<sup>a</sup> ed.].
- THÉRY H., WANIEZ P. 1991, « 4 500 points pour jauger une élection brésilienne », *La Lettre d'Odile*, 5, fév. 1991.
- THÉRY H., MARCHAL O. & WANIEZ P. 1992, « La géographie électorale du Brésil après l'élection présidentielle de 1989 », *Cahiers des Sciences humaines*, 3 : 535-554.
- VIDAL D. 1998, « Le Brésil après la réélection de F.H. Cardoso », *Problèmes d'Amérique latine*, 31, oct.-déc. : 7-23.
- WANIEZ P. 1987, « Les élections du 15 novembre 1986 au Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, 83, mars : 5-24.
- WANIEZ P., BRUSTLEIN V., HEES D. & JACOB C. 1997, « Atlas eleitoral do Brasil, uma contribuição à geografia eleitoral », Buenos Aires, 17-21 mars 1997, 20 p. 6<sup>o</sup> Encontro de geógrafos de America latina.

